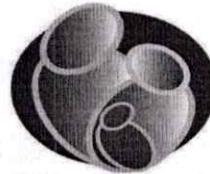




BP 441 Yaoundé – Tél.: 222-23-08-31
P.O. BOX Fax.: 222-22-57-55



ISSA Qualité des services 2021 ISSA Bonne gouvernance 2022 ISSA Recouvrement des cotisations 2022 ISSA Arrêté evasion et fraude 2023

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 09 /AONO/CNPS/DG/CIPM-AG.SPI/23 DU 20 JUIL. 2023

POUR LE DEVELOPPEMENT DU LOGICIEL DE SUIVI DU COMPORTEMENT ACCIDENTOGENE DES ENTREPRISES IMMATRICULEES A LA CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALE ET MAINTENANCE LOGICIELLE

FINANCEMENT : Budget-programme 2023-2027 de la CNPS

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres National Ouvert a pour objet le développement du logiciel de suivi du comportement accidentogène des entreprises immatriculées à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale et maintenance logicielle.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent d'une part à développer, en collaboration constante avec une équipe projet de la CNPS, et pour la CNPS, une application bilingue de suivi et exploitation des comportements accidentogènes, à former certains personnels CNPS, et d'autre part à assurer la maintenance de ladite application.

L'application à développer par le prestataire devra disposer des modules suivants :

a) Couverture fonctionnelle du logiciel

Le logiciel à fournir sera constitué des modules suivants :

Module 1 : GESTION DU REFERENTIEL

Module 2 : GESTION DE LA COLLECTE DES DONNEES

Module 3 : GESTION DE LA COLLECTE MOBILE DES DONNEES

Module 4 : INTEROPERABILITE AVEC L'APPLICATION METIER DES RISQUES PROFESSIONNELS (7,5%)

Module 5 : GESTION DES PRISES EN CHARGE DES ATMP (ACCIDENTS DE TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES)

Module 6 : PRODUCTION DES TABLEAUX DE BORD

Module 7 : DEPLOIEMENT

Module 8 : FORMATION

Module 9 : ACCOMPAGNEMENT

b) Maintenance Logicielle

La maintenance du logiciel consistera à procéder aux corrections des éventuels bugs constatés et à l'optimisation des performances de l'application pendant l'exploitation. Elle intervient à la suite de la réception du logiciel développé à la première phase.

c) Sécurité

Conformément à la charte de sécurité et la PSSI de la CNPS, le système mis en place doit assurer :

- **La Confidentialité** : les données ne sont accessibles qu'à ceux qui en ont l'autorisation ;
- **L'Intégrité** : les données ne sont ni corrompues, ni modifiées, ni détruites de façon non autorisée ;
- **La Disponibilité** : les données sont accessibles au moment voulu par les utilisateurs autorisés ;
- **La Traçabilité** : les traitements effectués sur chaque information sont traçables ;

- **La non répudiation** : les données publiées de façon authentique sont certifiées, et leur auteur ne peut pas nier les avoir publiés, il en assume la responsabilité.
- **L'accès** : L'accès au système doit être protégé par mot de passe qui est une données personnelle et confidentielle. Elle se fera via active directory.
- **La Journalisation** : Les opérations sur les serveurs doivent être journalisés.

En outre, La sécurité doit être prise en compte à toutes les étapes de ce projet, lié au système d'informations actuel de la CNPS. Un dossier de sécurité rédigé à cet effet par le SSI doit accompagner sa mise en œuvre.

3. Allotissement

Les prestations sont regroupées en un seul lot.

4. Durée et lieu d'exécution des prestations

4.1 La durée des prestations prévue par le Maître d'Ouvrage est de **onze (11) mois** dès notification de l'Ordre de Service de démarrer dont **04 (quatre) mois** couvrent la phase de maintenance.

4.2 Le lieu d'exécution est l'Immeuble Siège de la CNPS sis à Hippodrome – Yaoundé, à la Direction des Systèmes d'Information.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de **100 000 000 (cent millions)** FCFA HTT.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans ce type de prestations.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget programme 2023-2027 de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale sur la ligne d'imputation budgétaire **7-2D205**, conformément au programme **P116**.

8. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de FCFA **2 000 000 (deux millions)** établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère Chargé des Finances, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO. En cas de groupement, seul le mandataire se doit de produire la caution. Ladite caution sera valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

9. Consultation de l'Avis d'Appel d'Offres

L'Avis d'Appel d'Offres peut être consulté sur le site internet de la CNPS (www.cnps.cm) ou sollicité via l'adresse email : servicedesmarches@cnps.cm.

10.Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu au Service des Marchés sis au 9^{ème} étage, porte 903 de l'Immeuble Siège de la CNPS à la place de l'indépendance dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **FCFA 100 000 (cent mille)** dans le Compte Spécial ouvert dans les livres de la banque **UNITED BANK FOR AFRICA (UBA)** au n° **1003 3052 0707 0070 00003-93**. La quittance portera le cas échéant les références de l'Appel d'Offres et/ou le nom de l'entreprise.

Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront dans tous les cas se faire enregistrer en laissant leur adresse complète (boîte postale, téléphone).

Les soumissionnaires peuvent scanner et transmettre les reçus de paiement puis retirer le DAO via l'adresse e-mail : servicedesmarches@cnps.cm.

11.Remise des offres

Le délai accordé aux soumissionnaires pour la remise des offres est de vingt-un (21) jours.

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marqués comme tels, devra parvenir au Service des Marchés, 9^e étage porte 903 de l'immeuble siège de la CNPS au plus tard, le 10 AOUT 2023 à 11 heures, heure locale, et devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° D9/AONO/CNPS/DG/CIPM-AG.SPI/23 DU 20 JUIL 2023

RELATIF AU DEVELOPPEMENT DU LOGICIEL DE SUIVI DU COMPORTEMENT ACCIDENTOGENE DES ENTREPRISES IMMATRICULEES A LA CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALE ET MAINTENANCE LOGICIELLE

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

13. Ouverture des offres

L'ouverture des plis se fera en deux temps :

- L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 10 AOUT 2023 à 12 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés chargée des Approvisionnements Généraux, des Services et Prestations Intellectuelles de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, dans la salle de réunions de ladite Commission au 4^e étage, porte 416, de l'immeuble CNPS sis à l'avenue Kennedy ;
- L'ouverture des Offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concerne que les soumissionnaires ayant obtenu 80 points sur 100 des critères d'évaluation de l'Offre technique.

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- Fausses déclarations, substitution ou falsification des pièces administratives ;
- Absence d'une pièce administrative ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif à l'ouverture des plis (toutefois, en cas de non-conformité, à sa demande ou celle de la commission, le soumissionnaire dispose d'un délai supplémentaire de 48h à compter de l'ouverture des plis pour rendre conforme la pièce non conforme, faute de quoi il sera éliminé) ;
- Absence d'un prix unitaire conjointement dans le Devis Quantitatif et Estimatif et le Bordereau des Prix Unitaires ;
- Absence de la déclaration de non abandon et de non défaillance dans l'exécution des marchés à la CNPS, au cours des deux (02) dernières années signée par le Maître d'Ouvrage ou son Représentant dûment mandaté ;
- Retard non justifié avec dépassement de délai au cours de l'exécution d'un Marché non encore réceptionné à la CNPS ;
- Plus de deux (02) Marchés en cours d'exécution à la CNPS ;
- Non validation d'au moins 80% des critères d'évaluation ;
- Absence de pièces justificatives du développement d'au moins un logiciel web d'un montant cumulé au moins égal à FCFA 25 000 000 (vingt-cinq millions) au cours des trois (03) dernières années : produire les copies (1^{ère} et dernière pages) des Marchés, Bons de Commande, Lettres-commandes et procès-verbaux de réception ;
- Absence de pièces justificatives du développement d'au moins une application mobile compatible Android et IOS, et intégrant la signature numérique d'un montant cumulé au moins égal à FCFA 25 000 000 (vingt-cinq millions) au cours des trois (03) dernières années : produire les copies (1^{ère} et dernière pages) des Marchés, Bons de Commande, Lettres-commandes et procès-verbaux de réception ;

- Non-respect des normes RSE :
 - Effectif du personnel affilié à la CNPS : supérieur ou égal à 03 (télédéclaration des 03 derniers mois, liste détaillée du personnel assortie de leurs immatriculations individuelles à la CNPS, joindre l'APS attestant de la régularité du paiement des cotisations) ;
 - Rémunération régulière et juste (respect du SMIG : joindre DIPE ou états des salaires) ;
 - Respect du principe de la promotion du genre : justifier d'au moins 20% de genre féminin dans l'effectif lorsque, celui-ci est supérieur à cinq (05) personnes (joindre la liste du personnel assortie du rapport genre) ;
 - Assurance de responsabilité civile couvrant l'exercice en cours (joindre attestation d'assurance).

NB : En cas de groupement chaque entreprise devra respecter les normes RSE ci-dessus listées.

14.2 Critères essentiels

N°	CRITERES	POINTS
1	Présentation de l'offre	3
2	Capacité de financement	15
3	Expérience et Qualification du personnel clé	30
4	Preuves d'acceptation des conditions du Marché	10
5	Conformité aux normes HQSE	10
6	Moyens logistiques	15
7	Méthodologie et organisation	17
	Total	100

Ces critères sont détaillés par des sous critères dans le RPAO. La note technique minimale requise pour l'ouverture des propositions financières est de 80 points sur 100.

15. Méthode de sélection du prestataire

Les propositions seront classées en fonction de leurs scores technique (St) et financier (Sf) combinés après introduction de pondérations ("T" étant le poids attribué à la Proposition technique et "F" le poids accordé à la Proposition financière), comme suit :

$$S = St \times T + Sf \times F, \text{ avec } Sf = \frac{Mn}{M} \times 100, \text{ où : } \left\{ \begin{array}{l} T = 0,8 \text{ et } F = 0,2 \\ (S) : \text{Score définitif} \\ (Mn) : \text{est le montant de l'offre complète, conforme et moins-disante ;} \\ (M) : \text{est le montant de l'offre considérée.} \end{array} \right.$$

Le score technique minimum requis est de 80/100. Et seules les offres financières des soumissionnaires ayant atteint ce seuil seront ouvertes dans le cadre du présent Appel d'Offres.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante et jugée conforme au Dossier d'Appel d'Offres ; c'est-à-dire, celui ayant obtenu le score technique et financier combiné le plus élevé.

17. Durée de validité de l'offre

Le soumissionnaire reste engagé par son offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

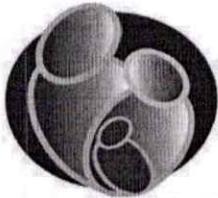
18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être demandés au Service des Marchés via l'adresse email : servicedesmarches@cnps.cm.

Copies :

- PCA/CNPS
- Président CIPM/AG.SPI
- DAG (SDMG/SM)
- DECT
- Affichage





BP 441 Yaoundé – Tél.: 222-23-08-31
P.O. BOX Fax.: 222-22-57-55

ISSA Qualité des services ISSA Bonne gouvernance ISSA Recouvrement des cotisations ISSA erreurs, évasion et fraude ISSA

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 09 /AONO/CNPS/DG/CIPM-AG.SPI/23 OF 20 JUIL. 2023

RELATING TO THE DEVELOPMENT OF SOFTWARE TO MONITOR THE ACCIDENT BEHAVIOUR OF REGISTERED COMPANIES AT THE NATIONAL SOCIAL INSURANCE FUND AND SOFTWARE MAINTENANCE

FUNDING: the 2023-2027 NSIF Program Budget

1. Purpose of the Invitation to Tender

The purpose of this Open National Invitation to Tender is for the development of software to monitor the accident behaviour of registered companies at the National Social Insurance Fund and software maintenance.

2. Consistency of Services

The services provided under this invitation to tender consist firstly of developing, in constant collaboration with the NSIF project team, and for the NSIF, a bilingual application for monitoring and exploiting accident-prone behaviour, training some staff, and secondly ensuring the maintenance of the said application.

The software to be developed by the service provider must have the following modules :

a) Software functional coverage

The software to be implemented will consist of the following modules:

Module 1: REFERENCE MANAGEMENT

Module 2: DATA COLLECTION MANAGEMENT

Module 3: INSTANT DATA COLLECTION MANAGEMENT

Module 4: INTEROPERABILITY WITH THE PROFESSIONAL RISKS SOFTWARE (7.5%)

Module 5: MANAGEMENT OF OCCUPATIONAL RISKS CASES (INDUSTRIAL ACCIDENTS AND OCCUPATIONAL DISEASES)

Module 6: PRODUCTION OF PERFORMANCE REPORTS

Module 7: IMPLEMENTATION

Module 8: TRAINING

Module 9: GUIDANCE

b) Software maintenance

Software maintenance shall include correcting any bugs found and optimising the application's performance during operation. It is carried out once the software developed in the first phase has been accepted.

c) Security

In compliance with the NSIF charter and PSSI, the system implemented must ensure:

- **Confidentiality:** data is only accessible to those who are authorised to access it;
- **Integrity:** data is not corrupted, modified or destroyed in an unauthorised manner;
- **Availability:** the data is accessible at the appropriate time by authorised users;
- **Traceability:** the processing carried out on each piece of information is traceable;

- **Non repudiation:** authentically published data are certified, and the author cannot deny having published them, he takes responsibility for them
- **Access:** Access to the system must be protected by a password which is a personal and confidential data. It will be done via active directory.
- **Logging:** Operations on the servers must be logged.

In addition, security must be taken into account at all stages of this project, linked to the current NSIF information system. A security file drafted for this purpose by the ISS must accompany its implementation.

3. Allotment

The services are combined in one lot.

4. Deadline and Execution Site

4.1 The duration of the services provided by the Contracting Authority is **eleven (11) months** from notification of the Service Order to start work for **04 (four) months** covering the maintenance phase.

4.2 The place of performance is the CNPS Head Office building at Hippodrome - Yaoundé, in the Information Systems Department.

5. Estimated Cost

The estimated cost of the contract at the end of preliminary studies is CFA F **100 000 000 (one hundred billion)** excluding taxes (HT).

6. Participation and Origin

Participation to this Invitation to Tender is open to any company, established under Cameroon law with proven experience in this type of services.

7. Funding

The services covered by this Invitation to Tender are financed from the program budget 2023-2027 of the National Social Insurance Fund, on budget line **7-2D205**, in accordance with programme **P116**.

8. Provisional Guarantee

Each bidder shall attach to his administrative documents, a bid bond of **CFA F 2 000 000 (two million)** established by a first-class bank approved by the Ministry of Finance and is listed on item 12 of this Tender file. In the case of a grouping, only the authorised representative must provide his or her deposit. The Bid shall be valid for thirty (30) days beyond the original date of validity of the offers.

9. Consultation of Invitation to Tender

The Invitation to Tender may be consulted on the web site of the NSIF (www.cnps.cm) or solicited via the email address : servicedesmarches@cnps.cm.

10. Acquisition of Tender File

The tender file may be obtained at the Contracts Unit located at the 9th floor, room 903 of the NSIF Head Office, Independence square, upon publication of this notice, against presentation of a payment receipt of a non-refundable sum of CFA F **100 000 (one hundred thousand)** into the NSIF Special Account opened at the **UNITED BANK FOR AFRICA (UBA) No. 1003 3052 0707 0070 00003 - 93**.

The receipt shall bear, where appropriate, the references of the tender and/or the name of the company.

At retrieval, bidders shall in any case register themselves by providing their complete addresses (post box, telephone).

Bidders can scan and submit payment receipts and then withdraw the Tender file via the e-mail address: servicedesmarches@cnps.cm .

11. Submission of Bids

The deadline for the submission of bids of this tender file is twenty-one 21 days.

Each bid drafted in English or French, in six (06) copies, including one (01) original and five (05) copies labelled as such, should reach the Contracts Unit, no later than 10 AOUT 2023 at 11:00 am, local time and shall be labelled:

"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. 09 /AONO/CNPS/DG/CIPM-AG.SPI/23 OF 20 JUIL 2023

RELATING TO THE DEVELOPMENT OF SOFTWARE TO MONITOR THE ACCIDENT BEHAVIOUR OF REGISTERED COMPANIES AT THE NATIONAL SOCIAL INSURANCE FUND AND SOFTWARE MAINTENANCE

TO BE OPENED DURING THE BIDS OPENING SESSION"

12. Admissibility of Offers

Subject to being rejected, the administrative documents required must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or an administrative authority in accordance with the stipulation specified in the Invitation to Tender.

These documents must not be older than three (03) months preceding the original date of submission of bids or been established after the date of signature of the tender notice.

Any incomplete or poorly presented tender in accordance with the prescriptions of this Tender Notice shall be declared inadmissible

13. Opening of Bids

The opening of bids shall be done in two phases.

- The opening of administrative documents and the technical offers shall take place on 10 AOUT 2023 at 12:00 pm, local time by the Internal Commission of the Tenders Board responsible for General Supplies and Intellectual Services of the National Social Insurance Fund, in the Boardroom of the Said Commission at the 4th floor, room 416, of the NSIF building at Avenue Kennedy.
- The opening of the Financial Bids shall take place at the end of the technical analysis and shall concern only the tenderers who have obtained 80 points out of 100 for the evaluation criteria of the Technical Bid.

14. Evaluation Criteria

14.1 Eliminatory Criteria

Eliminatory criteria are as follows:

- False statement, replacement or forged administrative documents;
- Absence of an administrative document at the opening of bids or non-compliance of one of the administrative documents (however, in case of non-compliance, at the request of the bidder or the commission, the bidder has a deadline of 48h, to produce a compliant document, otherwise he shall be eliminated);
- Absence of a unit price in both the Quantities and Estimates and the Schedule of Unit Prices;
- Absence of a declaration of non-abandonment or non-failure in the execution of contracts prior to the NSIF during the last two (02) years and signed by the Contracting Authority or his duly mandated representative;
- An unjustified delay with overrun of time during the execution of a Contract not yet received at the NSIF;
- More than two (02) contracts in progress with the NSIF;
- Failing to validate at least 80% of the essential evaluation criteria;
- Absence of supporting documents for the development of at least one web software application for a cumulative amount of at least CAF 25,000,000 (twenty-five million) over the last three (3) years: produce copies (first and last pages) of the Contracts, Purchase Orders, Order Letters and acceptance reports;
- Absence of supporting documents for the development of at least one mobile application compatible with Android and IOS, and integrating the digital signature for a cumulative amount of at least CAF 25,000,000 (twenty-five million) over the last three (3) years: produce copies (1st and last pages) of the Contracts, Purchase Orders, Order Letters and acceptance reports ;
- Non-compliance with CSR standards:

- Absence of proof of affiliation and online declaration at the NSIF, of at least three (03) staff (attach a detailed list of personnel with their individual insured registration numbers with the NSIF and the online declarations of the last 03 months);
- Absence of proof of regular and fair remuneration (respect of the minimum wage: attach DIPE or salary statement);
- Non respect of the principle of gender promotion: at least 20% of female workers when it is greater than five (05) people (attach the list of personnel with gender report);
- Absence of Liability insurance covering the current financial year (attach insurance policy).

NB: In case of grouping, each of the companies must comply with CSR standards listed above.

14.2 Essential Qualification Criteria

No.	CRITERIA	POINTS
1	Presentation of the Bid	3
2	Financial capacity	15
3	Experience and Qualification of key personnel	30
4	Proof of acceptance of the conditions of the Contract	10
5	Compliance with HQSE standards	10
6	Logistics	15
7	Methodology and organisation	17
Total		100

These criteria are detailed by sub-criteria in the RPAO. The minimum technical score required to open the financial bids is 80 points out of 100.

15. Method of selecting the service provider

Bids shall be ranked according to their combined technical (St) and financial (Sf) scores after introducing weightings ("T" being the weight assigned to the Technical Bid and "F" the weight assigned to the Financial Bid), as follows :

$$S = St \times T + Sf \times F, \text{ with } Sf = \frac{Mn}{M} \times 100, \text{ where: } \left\{ \begin{array}{l} T = 0.8 \text{ and } F = 0.2 \\ (S): \text{final score.} \\ (Mn): \text{is the amount of the complete, compliant, and lowest bid;} \\ (M): \text{is the amount of the considered bid.} \end{array} \right.$$

The minimum technical score required is 80/100. Only the financial bids of bidders meeting this threshold shall be opened under this invitation to tender.

16. Attribution

The Contracting Authority shall award the Contract to the bidder whose bid has been evaluated as the best bid and deemed to comply with the Tender File, i.e. the bidder with the highest combined technical and financial score.

17. Validity of Bids

Bidders shall remain committed to their offers within a period of ninety (90) days from the date set for the submission of their bids.

18. Further Information

Further Information may be obtained from the Contracts Unit, via the email address : servicedesmarches@cnps.cm.

Copies:

- PCA/NSIF;
- President CIPM/AG.SPI;
- DAG (SDMG/SM);
- DECT;
- Notice Board.



Yaounde, 20 JUIL. 2023

Noël Alain Olivier Mekulu
Mwondo Akame